

La Clé de l'excellence

Allocution du recteur de l'Université de Montréal
M. Robert Lacroix

Cercle national des journalistes
Ottawa, Ontario

4 novembre 2004

(Seule la version prononcée fait foi)

Membres du Club,
Distingués invités,

Je remercie le Cercle national des journalistes de m'avoir invité. C'est toujours pour moi un grand plaisir de parler des universités, de la place centrale qu'elles occupent aujourd'hui dans le monde et du rôle déterminant qu'elles jouent dans l'avenir socioéconomique d'un pays comme le Canada.

J'ai longtemps hésité avant d'intituler mon allocution « La clé de l'excellence », « Fuelling Canadian Excellence » en anglais. Le mot excellence est galvaudé de nos jours. On l'emploie à toutes les sauces, comme s'il s'agissait de la nouvelle vertu de nos sociétés modernes.

Parler de l'excellence en milieu universitaire, c'est d'abord et avant tout parler de professeurs, de chercheurs et d'étudiants qui s'illustrent dans leurs disciplines.

Vous me permettrez donc de commencer en vous parlant de l'une de nos chercheuses, à l'Université de Montréal, Madame Kathy Borden.

Qui est Kathy Borden ?

Kathy Borden est une biochimiste canadienne, une spécialiste de la leucémie, qui a quitté l'Université Dalhousie pour se joindre à l'équipe du prestigieux Mount Sinai School of Medicine à New York dans les années 90.

La principale raison qui a motivé son départ, c'est que le Canada ne lui offrait pas le soutien financier et technique qui lui aurait permis de mener à bien ses expériences sur les cellules sanguines.

L'an dernier, notre nouvel Institut de recherche en immunovirologie et Cancérologie a recruté Madame Borden. Comment ? Essentiellement, avec l'aide de la Fondation canadienne pour l'innovation et du programme de chaires de recherche du Canada.

Grâce à ces programmes, nous avons été en mesure de garantir à Madame Borden le libre accès à l'appareil de résonance magnétique nucléaire dont elle a tant besoin pour son travail.

Pour moi, le retour de Mme Borden dans le giron de la recherche canadienne est un exemple très concret de l'impact des investissements considérables consentis par le gouvernement du Canada au cours

des dernières années pour soutenir la recherche universitaire.

Depuis six ans, le gouvernement fédéral a fait quatre choix tout à fait déterminants, qui ont considérablement fortifié la structure de recherche et de développement du pays :

1. Premièrement, le gouvernement a augmenté le financement de ses grands conseils subventionnaires, ce qui a permis non seulement d'élargir le bassin de chercheurs subventionnés mais de mieux les financer;
2. Deuxièmement, le gouvernement a investi massivement dans la modernisation des infrastructures de recherche, en mettant sur pied la Fondation canadienne pour l'innovation;
3. Troisièmement, le gouvernement a créé le programme de chaires de recherche du Canada, qui ont permis d'offrir à des chercheurs chevronnés des conditions comparables à ce qu'on trouve ailleurs dans le monde universitaire des pays développés.

4. Quatrièmement, Ottawa a levé en partie le fardeau des coûts indirects de la recherche qui pèse sur les universités et qui menace leur équilibre budgétaire.

Il faut saluer ces initiatives, car elles ont vraiment créé un climat propice au développement de l'excellence en recherche dans nos universités.

Je crois sincèrement que, grâce aux programmes fédéraux, les universités canadiennes disposent, pour la première fois de leur histoire, d'un réel atout dans le domaine de la recherche publique.

L'injection de fonds publics dans la recherche aura de plus permis aux universités canadiennes d'attirer des partenaires privés et de créer ainsi un formidable effet de levier.

In the years to come, the Canadian society will depend more and more upon knowledge-based institutions. It is therefore important that research universities take the proper measures today to challenge the issues inherent in this new age of knowledge.

That's exactly what we are doing at the Université de Montréal. And why our university is changing. Changing fast.

People are often surprised when I tell them that the Université de Montréal is not only

- ranked second in Canada in terms of student body (After the University of Toronto),
- but also second in terms of post-doctoral students,
- second in terms of research funding,
- and further, depending on the year, second in terms of research funding per professor.

By the end of this year, our campus will be home to five new buildings especially designed for research and teaching activities in aerospace technology, nanotechnologies, cancer studies, pharmaceutical care and engineering.

And our faculty of veterinary medicine will soon be equipped with a seventy million dollar food-inspection and biotechnology research laboratory.

In all, we have committed more than 500 million dollars to these projects, with the help of the private sector and government.

These projects are a reflection of our university's astonishing development. A development that resulted in a jump in student enrolment of twenty-one percent, much higher than in any other Quebec university. There are ten thousand more students on our campus today than there were six years ago!

Meanwhile, our research funds more than doubled and we have renewed a quarter of the teaching staff. We have also developed major research projects to reinforce our leadership role in science. Projects in prospective fields such as engineering, chemistry, immunovirology, cancer studies, health assessment and ethics.

Ces ambitieux projets, comme tant d'autres ailleurs au pays, à l'Université de Toronto, à UBC, à Queen's, n'auraient sans doute jamais vu le jour sans le soutien des gouvernements et de la population canadienne puisqu'en bout de ligne, c'est elle qui paye pour la mise en œuvre de ces chantiers scientifiques.

La population paye pour la recherche et la formation universitaire. Mais ce que les citoyens et leurs commettants doivent comprendre, c'est qu'il ne s'agit pas d'une dépense : il s'agit d'un investissement.

Toutes les études sont là pour le prouver : l'argent qu'une société consacre à l'éducation et à la recherche rapporte plus que n'importe quel placement.

Pourquoi ? Parce que dans une société du savoir comme la nôtre, les universités agissent directement sur l'activité économique de deux façons :

- par la formation des étudiants, qui augmente systématiquement la productivité globale de la main-d'œuvre.
- par les découvertes des chercheurs, qui stimulent l'innovation.

En d'autres termes, le savoir ça rapporte, et pas seulement à long terme.

L'an dernier, un chercheur de notre Université a démontré que l'impact dynamique des universités canadiennes sur le PIB se chiffrait à plus de 30 milliards de dollars pour l'année 2001.

Quand je parle d'impact dynamique, je ne parle pas des dépenses des universités et de tous les membres de la communauté universitaire, qui ont bien

entendu des effets sur les économies locales et sur le marché de l'emploi.

Quand je parle d'impact dynamique, je parle de l'effet catalyseur de ce qui fait la spécificité de l'activité universitaire, c'est-à-dire la formation et le transfert des connaissances scientifiques et techniques.

30 milliards de dollars! C'est dire le poids incroyable de nos universités dans l'économie nationale.

Voilà pourquoi je pense qu'il faut continuer à soutenir nos universités, comme nous l'avons fait ces dernières années. La grande beauté de tout investissement dans l'éducation et la recherche, c'est que cet investissement se répercute dans tous les secteurs d'activité.

Trois réalités risquent cependant de frapper le corps des universités canadiennes très prochainement et de compromettre les acquis récents.

Première réalité : les besoins criants des universités. Ces besoins sont criants, non parce que les universités sont gourmandes. Ces besoins sont criants parce qu'ils augmentent en proportion du rôle de plus en plus important que les universités

jouent dans une société du savoir de plus en plus globalisée.

Ces besoins sont criants aussi parce que les universités canadiennes sont actuellement soumises à rude concurrence. Le Canada n'est pas le seul pays à avoir pris le virage de la société du savoir.

En fait, du strict point de vue de la production scientifique, le Canada stagne depuis quelques années et pourrait être dépassé bientôt par plusieurs pays concurrents.

- La Chine a supplanté l'an dernier le Canada en terme de publications scientifiques en sciences naturelles et en génie. En ce moment même, l'Italie est en train de nous devancer dans ces domaines si essentiels à l'innovation.
- On prévoit que, d'ici 2008, le rendement scientifique de la Corée du Sud sera supérieur à celui du Canada.
- Et qu'en 2010, le Canada aura chuté de la 6^e à la 10^e place des pays qui publient le plus dans le domaine scientifique.

Ces quelques observations – tirées d'une étude récente – sont le cauchemar de tout recteur. Elles devraient être le cauchemar de tous ceux et celles qui se préoccupent de la place du savoir dans notre société.

Ce qu'elles nous révèlent, c'est que le train des connaissances et de la formation universitaire avance rapidement partout dans le monde et que sa vitesse est essentiellement déterminée par les meilleures universités de la planète.

Rater le train du savoir, c'est vouer le Canada à un recul systématique de sa capacité concurrentielle dans le monde du savoir, de l'innovation et du capital humain. En revanche, prendre le train, c'est être prêt à payer le prix du billet, en donnant à nos universités des ressources comparables à celles que donnent à leurs universités des pays partenaires et concurrents, en premier lieu à celles des États-Unis.

Deuxième réalité : la baisse systématique, depuis 10 ans, des paiements de transferts fédéraux aux provinces pour l'enseignement post-secondaire.

C'est le paradoxe de la stratégie fédérale d'innovation. Le gouvernement a investi massivement dans la recherche, mais il a en même

temps réduit une des sources de financement des institutions où se fait l'essentiel de la recherche au Canada : les universités.

Pourquoi? Essentiellement, pour financer la santé.

Le Canada dépense en ce moment six fois plus dans la santé qu'en éducation post-secondaire, comme le rappelle périodiquement, et avec raison, Jeffrey Simpson dans les pages du *Globe and Mail*.

Gérer les salles d'urgence, c'est certainement une nécessité. Ce n'est pas un projet de société. Ce projet de société, c'est dans nos universités qu'il se prépare, pas dans les blocs opératoires.

Je ne dis pas qu'il faut prendre à la santé pour donner à l'éducation, je ne suis pas le Robin de bois de l'enseignement supérieur. Tout ce que je dis, c'est qu'il faut repenser l'équilibre des finances publiques de manière à garantir une éducation de qualité aux étudiants d'aujourd'hui. Sans quoi c'est l'avenir même du pays que nous risquons, à terme, d'hypothéquer.

C'est la conclusion à laquelle est arrivé Roy Romanow dans son rapport sur le système de santé

au Canada : « On ne doit pas s'attaquer au sous-financement apparent de la santé en sous-finançant l'assurance sociale et l'enseignement post-secondaire », écrit l'ancien premier ministre de la Saskatchewan.

Ces préoccupations sont au centre de la réflexion que mènent actuellement le Québec et l'Ontario. Au Québec, la commission sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités admettait l'an dernier que les universités québécoises sont largement sous-financées si on les compare à leurs homologues canadiennes.

En Ontario, le comité présidé par Bob Rae a déjà fait part de ses inquiétudes quant à la performance des universités ontariennes.

Ces consultations publiques ont le mérite de sensibiliser les gouvernements et la population en général à la question du sous-financement des universités. Mais elles ne doivent pas rester qu'un simple exercice consultatif, sans résultats concrets.

Troisième réalité, enfin : l'incertitude qui entoure actuellement l'avenir des initiatives fédérales de soutien à la recherche, dont je vous ai tant vanté les mérites au début de mon allocution.

Le nouveau gouvernement n'a toujours pas exprimé clairement sa position sur le financement de la recherche universitaire et sur sa stratégie d'innovation pour les prochaines années.

Le dernier discours du trône restait vague sur la question. La gouverneure générale a bien souligné les retombées de programmes comme la FCI, mais pour ceux qui lisent entre les lignes – et comment lire un discours du trône sinon entre les lignes – le texte semble annoncer un virage vers l'aide à la commercialisation des produits de la recherche.

La valorisation des résultats scientifiques est une composante essentielle de la vie économique et intellectuelle d'un pays. Mais isoler la recherche fondamentale de ses applications procède d'une vision mécanique des choses, qui ne correspond ni au processus scientifique ni au processus d'innovation.

Plus il y aura de découvertes, plus le rayon de l'innovation canadienne s'élargira.

Pour le gouvernement, la meilleure stratégie d'innovation reste donc le financement et la valorisation de la recherche fondamentale.

J'en suis d'autant plus convaincu que les efforts des dernières années, s'ils ont permis de redresser la situation dramatique qui prévalait dans les universités canadiennes, sont encore loin d'avoir porter tous leurs fruits.

Croire que l'on a suffisamment fait pour les universités et que l'on peut maintenant passer à une autre phase serait une erreur à double titre.

D'abord, la rentabilité des investissements récents en serait grandement affectée. Ensuite, le fossé qui sépare nos universités des universités étrangères en termes de financement s'élargirait de nouveau, avec les conséquences que l'on devine. Des conséquences que les programmes mis en place au cours des sept dernières années ont jusqu'à présent permis d'éviter.

Conclusion

Je dis souvent que le savoir est la matière première de nos économies modernes. C'est notre or, notre pétrole à nous. Et c'est le principal ressort de l'innovation.

Les Canadiens, je pense, l'ont très bien compris. C'est pourquoi, en 2001, le gouvernement se fixait comme objectif de faire passer le Canada du 14^e rang au 5^e rang des pays qui dépensent le plus en recherche et développement d'ici 2010.

Il y a trois semaines, le Conference Board of Canada portait un diagnostic mitigé sur la performance canadienne d'aide à la recherche et au développement. Le pays a bien gagné quelques galons depuis 2000, mais il traîne toujours en 11^e place.

Si faire du Canada une terre d'innovation et de développement reste un de nos objectifs – et je pense sincèrement que cela doit rester un objectif – alors, le gouvernement doit soutenir son système d'enseignement supérieur.

Que ce soit par leurs activités de recherche ou par leurs activités d'enseignement, les universités contribuent, plus que toute autre institution, à la richesse du pays, en générant l'essentiel des gains de productivité.

Le Canada a besoin des universités pour assurer sa croissance économique future et doit faire les choix stratégiques qui s'imposent.

Il en va de l'avenir de notre société, et plus encore de l'avenir du savoir dans notre société.

Merci.